

Master Droit européen

RNCP29960 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128, 120
Code(s) ROME	K1401, K1404, K1903, K1902, K1904
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Université Paris-Est Créteil Val-De-Marne

<http://www.u-pec.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

- Mobiliser des connaissances approfondies en plusieurs branches du droit européen ainsi qu'une culture juridique générale à travers l'étude critique de textes législatifs et d'arrêts interprétant et appliquant le droit européen.
- Construire une argumentation cohérente concernant toute question de droit européen en français et en anglais.
- Elaborer des mémoires sur des problèmes de droit européen.
- Effectuer des recherches sur des problématiques de droit européen.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

A l'issue du Master à finalité Professionnelle, Domaine Droit, Economie, Gestion, Mention Master Droit européen, parcours : I) Droit européen des affaires et II) Systèmes juridiques européens, le diplômé est capable de :

- Conseiller les particuliers, les entreprises et les pouvoirs publics sur toutes les problématiques liées au droit européen.
- Assister les particuliers, les entreprises et les pouvoirs publics dans le cadre de contentieux (européen ainsi que national, soulevant des questions de droit européen).
- Participer à la définition de politiques, de législations et de réglementations nationales en conformité avec le droit européen.
- Mettre en place une veille juridique afin de s'assurer qu'une entreprise respecte les normes européennes (par exemple, en droit de la concurrence, en droit de la propriété intellectuelle ou concernant la protection des données personnelles)

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

- Administrations nationales, européennes et internationales
- Cabinets d'avocats (avocat)
- Conseil (conseiller juridique)
- Entreprises (toute taille)
- Fusions & acquisitions
- Banques

- Recherche (thèse) et enseignement

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Collaborateur/Collaboratrice d'expertise comptable
- Expertise comptable
- Avocat(e) fiscaliste
- Conseiller /Conseillère fiscal(e)
- Expert(e) fiscal(e)
- Fiscaliste
- Juriste fiscaliste
- Responsable fiscal(e)
- Thèse
- Administration

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 462 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	4 050
Jugés difficiles à recruter	41 %
Emplois saisonniers	5 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats P3X90 — Professionnels du droit

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n° 84-52 du 26 janvier 1984) modifiée sur l'enseignement supérieur)

COMPOSITION DU JURY — VAE

Cette formation est accessible via :

- La Validation des Acquis Professionnels (VAP) qui permet un accès dérogatoire à une formation (décret n°85-9 06 du 23 août 1985)

Examen du dossier constitué des cursus de formation, professionnel et personnel par une commission pédagogique.

- La Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) permettant d'obtenir tout ou partie d'un diplôme (loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002, décret n°2002-590 du 24 avril 2002)
Examen du dossier constitué des cursus de formation, professionnel et personnel et audition du candidat par un jury de validation.
- Tous les diplômes proposés à l'université Paris-Est Créteil Val de Marne sont susceptibles de faire l'objet d'une VAP ou d'une VAE.
- Validation d'une expérience professionnelle jugée équivalente prononcée par le chef d'établissement sur proposition du directeur du parcours type

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<http://droit.u-pec.fr/formations/master-2>

Université Paris Est Créteil Val de Marne

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/29960/>